

Informations parlementaires

ASSEMBLÉE NATIONALE Session ordinaire de 2013-2014

DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

NOR : INPX1302786X

1. Documents parlementaires

Dépôts du mardi 22 octobre 2013

Dépôt d'un projet de loi
autorisant la ratification d'une convention

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 22 octobre 2013, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune.

Ce projet de loi, n° 1472, est renvoyé à la commission des affaires étrangères, en application de l'article 83 du règlement.

Dépôt d'un projet de loi

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 22 octobre 2013, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale.

Ce projet de loi, n° 1473, est renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 83 du règlement.

Distribution de documents

Projets de loi

N° 1467. – Projet de loi, présenté par M. le ministre de l'économie et des finances, ratifiant l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs (renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire). – *Document mis en distribution le 23 octobre 2013.*

N° 1468. – Projet de loi, présenté par M. le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et M. le ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche, portant réforme ferroviaire (renvoyé à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire). – *Document mis en distribution le 23 octobre 2013.*

Proposition de loi

N° 1427. – Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprise (renvoyée à la commission des affaires sociales). – *Document mis en distribution le 23 octobre 2013.*

Rapport

N° 1461. – Rapport de M. Pascal Popelin, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, après engagement de la procédure accélérée, transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 1351). – *Document mis en distribution le 21 octobre 2013.*

Rapport d'information

N° 1359. – Rapport d'information de M. Alain Claeys, déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'évolution et les conditions de maîtrise du crédit d'impôt en faveur de la recherche. – *Document mis en distribution le 23 octobre 2013.*

2. Texte soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Transmissions

Par lettre du mardi 22 octobre 2013, M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale le texte suivant :

14891/13. – Mesures restrictives à l'encontre de l'Iran. Lettres aux entités dont l'inscription sur les listes au titre de la décision 2010/413/PESC du Conseil et du règlement (UE) n° 267/2012 du Conseil ont été annulées par l'arrêt du Tribunal de l'UE dans l'affaire T 489/10 (Islamic Republic of Iran Shipping Lines/Conseil).

3. Texte transmis en application du protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Par lettre du 22 octobre 2013, la Commission européenne a transmis, en application du protocole (n° 2) sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à M. le président de l'Assemblée nationale le texte suivant :

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, en vue de la mise en œuvre, à partir de 2020, d'une convention internationale portant application d'un mécanisme de marché mondial aux émissions de l'aviation internationale (COM [2013] 722 final).